

## Sommaire :

Editorial

Le mariage homosexuel imposé par le gouvernement des juges

Donner à manger à ceux qui ont faim...

Les jeunes, entre lucidité et consumérisme

Hommage aux victimes des Noyades de Nantes de 1793-1794

Austérité budgétaire et valeur de l'épargne

Bagatelles pour une bagatelle

Et pour la 35ème !

De leur unitarisme européen

Sur le droit de vote des étrangers

Compte Rendu du cercle d'études du 18 novembre 2011

Les activités de l'URBVM en Novembre et celles à venir

## Liberté, liberté, que de crimes....

"Liberté, liberté, que de crimes commet-on en ton nom !". Si cette fameuse déclaration de Manon Rolland montant à l'échafaud révolutionnaire a traversé les siècles pour dénoncer les abus républicains, elle pourrait aisément définir aujourd'hui les multiples provocations christianophobes.

Sous le fallacieux prétexte de la liberté d'expression, de nombreux "artistes" autoproclamés enchaînent provocations et insultes contre la Foi Chrétienne, avec l'inébranlable soutien de la république française. Et, face à l'impasse des recours légaux, les chrétiens ont décidé de s'élever, de protester pacifiquement et charitablement pour montrer leur ras-le-bol face aux déversements haineux et gratuits contre la Foi chrétienne.

Les royalistes, chrétiens ou non d'ailleurs, ont tous décidé de s'élever non seulement face à la bêtise crasse de cette caste politico-médiatique, mais surtout parce qu'au sein d'une Nation unie, il ne peut y avoir de liberté d'expression sans un minimum de respect et de charité.

Et nous touchons là le vrai problème : dans notre société républicaine, il n'y a plus de place pour le respect et la charité. Il n'y a plus de notion de solidarité, d'entraide ou de vraie fraternité. Inéluctables conséquences de la crise morale française, leurs dissolutions soulèvent de véritables questions : Comment avancer en nation unie vers le Bien Commun quand le système cautionne les provocations gratuites contre la religion de la majorité des citoyens ? Comment voir sereinement l'avenir français au sein d'une république qui abhorre toute morale ?

Le bon sens appelle évidemment à la Restauration Royale, à l'avènement d'un régime monarchique qui rappelle qu'une Nation ne peut subsister sans valeurs ou morale. A nous royalistes, de nous mobiliser contre les abus républicains et montrer, par l'exemplarité de nos actions et la force de nos convictions, la pertinence du Royalisme aujourd'hui.

## Le mariage homosexuel imposé par le gouvernement des juges par Coislin



La famille est le premier cadre de tout individu, et la cellule de base de la société. Cette organisation découlant de la nature, elle doit être régie par des lois naturelles. Ces lois naturelles sont piétinées avec l'instauration du mariage homosexuel, qui n'a jamais été si proche.

Cette fiction de famille est réclamée par la frange la plus progressiste, à savoir la plus éloignée de la tradition religieuse et juridique du mariage, par ceux qui haïssent l'engagement mutuel que cette tradition engendre et qui veulent la discréditer en lui assignant les règles qu'une fraction ultraminoritaire de la société engoncée dans ses turpitudes veut imposer comme tenant lieu de morale à la majorité. L'offensive pour le mariage homosexuel passe par l'éducation des jeunes à une « tolérance », au laisser-aller et au laisser-faire, sous couvert de l'égalité. Cette égalité est aussi le fer de lance de l'offensive juridique qui s'est illustrée récemment, à Brest et à Bayonne. L'avocat de Wilfrid estime donc que le jugement, attendu le 15 décembre 2011, ne s'opposera pas à ce changement d'identité et l'entérinera.

A Brest, Wilfrid AVRILLON, marié et père de trois enfants, est devenue femme il y a cinq ans. Cette situation aurait du entraîner son divorce, puisque le mariage ne peut être constitué par deux individus du même sexe. Mais sa femme, lesbienne convaincue, s'est opposée à la rupture de leur union. Leurs enfants n'afficheraient pas, en apparence, de traumatisme psychologique ou social lié au changement d'identité sexuelle de leur père. Par conséquent, Chloé, ex-Wilfrid Avrillon, a demandé le changement de son identité civile dans le cadre du maintien de son mariage. Le ministère public ne s'est pas opposé à ses prétentions. Par conséquent, pour la première fois, deux femmes seront mariées ensemble et seront les parents de trois enfants. Un précédent de mariage homosexuel et d'homoparentalité se trouve ainsi créé.

Au nom de l'EGALITE devant la loi, les partisans de la corruption des mœurs, les introvertis de toutes sortes, exigent du législateur, acculé dos au mur par l'inconséquence du « bon sens » et la « charité » des juges, ni plus ni moins qu'une explosion législative du mariage. Et c'est au nom de leur égalité que sont inégales notre Foi, notre tradition, notre société. Et c'est au nom de leur égalité républicaine qui a su si bien distribuer des balles aux vendéens qu'il faut piétiner la majorité des citoyens de France qui ne veulent pas que la loi de tous change pour satisfaire les revendications de quelques uns, ce qui est justement la base de l'EGALITE, sauf en Ripouxblique.

L'égalité républicaine, au contraire, c'est de nier l'autorité naturelle parentale constituée par une famille régie selon les lois de la nature, en reconnaissant, comme le juge aux affaires familiales de Bayonne l'a fait le 3 novembre 2011, l'autorité parentale conjointe à une femme pacsée avec une autre : le père sera ainsi une femme, c'est le deuxième cas de homoparentalité, prononcé là encore dans le silence assourdissant du ministère public, qui est là pourtant pour contrecarrer les abus de pouvoir des juges.

Car le « gouvernement des juges » honni par Saint-Just au nom duquel la Ripouxblique a constitué dès le 25 décembre 1790 tout un édifice de non-droit administratif, distinct de l'autorité du juge ordinaire jugé indigne d'aller mettre son nez dans le linge sale de la République, à commencer d'ailleurs par le populicide vendéen ou l'assassinat du Roi Louis XVI, ce gouvernement des juges passe au-dessus des – incapables – du Parlement en les forçant à reculer sur les valeurs. Une à une, celles-ci sautent en laissant un peuple nu, en crise, régi par son seul bon plaisir et ses péchés, auquel manquent les structures sociales et morales pour réagir, remettre la nature et les structures traditionnelles au centre de sa société et sortir de la crise permanente. Seule l'autorité d'un Roi pourra balayer tous ces incapables pourceaux qui mènent la France dans le marais et rétablir l'ordre naturel, l'espérance, le nouvel horizon pour notre Patrie.

# Donner à manger à ceux qui ont faim... par JP Chauvin

Ce 28 novembre s'ouvre la 27<sup>e</sup> campagne hivernale des Restos du coeur qui durera jusqu'au 23 mars prochain : plus de 60.000 volontaires vont servir environ 110 millions de repas à près de 900.000 personnes... Cela nous rappelle qu'en France, en ce XXI<sup>e</sup> siècle bien entamé, une partie de nos compatriotes n'ont pas les moyens de se nourrir convenablement, et qu'il est heureux qu'existent des associations caritatives pour aider les plus pauvres, pour manifester concrètement cette solidarité entre les hommes qui est nécessaire à toute société pour survivre.



Au-delà de ce constat, quelques remarques : comment se fait-il que tant de Français souffrent de la faim alors que, sur cette terre, l'agriculture produit de quoi nourrir plus de 12 milliards de personnes ? La question peut d'ailleurs être élargie au monde entier : aujourd'hui, un enfant meurt toutes les 5 secondes de sous-alimentation, en particulièrement en Afrique, tandis que près d'un milliard d'humains souffrent, de manière plus ou moins grave, de la faim.

Comment cela se peut-il au regard des surplus alimentaires, détruits avant d'être consommés, et qui représentent, dans nos pays, environ 40 % de la nourriture disponible ?

Cela montre, en tout cas, que ce n'est pas la production agricole elle-même qu'il faut intensifier mais plutôt la notion (et la réalité) de partage qu'il faut restaurer et appliquer, concrètement !

Autre remarque : n'est-il pas étonnant qu'à l'heure où l'Allemagne veut imposer à l'Europe sa « gouvernance fédérale », qui signifie « rigueur » et, au-delà, « austérité », cette puissance veuille supprimer l'aide apportée par l'Union européenne aux programmes alimentaires locaux en arguant que la solidarité doit être du seul domaine des États, ceux-là mêmes que l'on prétend « effacer » par de nouvelles règles de contrôle budgétaire ? Sauvée in extremis il y a deux semaines et pour une période de deux ans seulement, cette aide européenne n'est pourtant pas de trop au regard des besoins de plus en plus importants nécessités par les conséquences sociales de la crise actuelle...

Décidément, il est bien des choses à changer en ce bas monde... Et, sans doute, changer de modèle de société en privilégiant à nouveau l'entraide et le partage, et en refusant l'égoïsme qui détourne les yeux des misères humaines !

## Citation royaliste :

"L'idée royaliste ne sera jamais ringarde car elle est permanente. Aujourd'hui, en France, personne n'incarne la continuité de la nation. Je pense qu'on peut aimer un roi, être fidèle à un roi... mais pas à un président de la République."

Jean Raspail

# Les jeunes, entre lucidité et consumérisme

« La jeunesse est, dans une nation, comme la sève qui parcourt les rameaux d'un grand arbre et qui porte aux extrémités l'épanouissement d'une verdure toujours renaissante, en même temps qu'elle conserve au tronc la vigueur et la fécondité : les oeuvres où elle n'entre point sont frappées de stérilité, et celles d'où elle s'est retirée se dessèchent et s'en vont en poussière ».

Quel paradoxe entre cette magnifique présentation de la jeunesse française par Albert de Mun et les pitoyables tableaux que nous offrent actuellement les merdias nationaux ! Jugée égoïste (63%), paresseuse (54%), intolérante (53%) et peu engagée (64%) par les français selon un récent sondage, la nouvelle génération est donc littéralement clouée au pilori médiatique, devenant l'archétype même de la déchéance humaine, percluse de rebus de la société et autres fainéants assistés.



Pire, cette jeunesse semble consciente de sa propre déliquescence, et se juge égoïste (70 %) et paresseuse (65%). Complaisance dans la médiocrité pour certains, bêtise crasse pour d'autres, cette lucidité des jeunes générations interpelle : Pourquoi ne se prennent-ils pas en main ? Pourquoi ne redressent-ils pas la barre quand leur bateau part à la dérive ?

Et l'on arrive à cet inéluctable conclusion : la jeunesse française n'est ni bête ni médiocre. Elle n'est que le reflet sans ambages ni circonvolutions de l'état moral et social de notre Nation. La jeunesse est le prisme éclatant de notre déchéance sociale, l'avant-garde visible de notre déliquescence morale et, à ce titre, nous renvoie avec une extraordinaire lucidité l'état de délabrement de la France.

Egoïste ? Son égoïsme n'est qu'un pâle reflet de l'individualisme purulent de notre société : l'individu est aujourd'hui sublimé et la communauté méprisée, l'égoïsme adulé et la charité dépréciée. Récemment, l'Union Européenne a essayé de réduire de plus de moitié ses aides pour les plus pauvres (PEAD), le peuple français s'en est-il offusqué massivement ? Non. Près de 5 millions de français vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté : les français répondent-ils tous présents quand arrivent les grands froids et l'heure de l'entraide nationale ? Non.

Paresseuse ? Bercés dans le consumérisme le plus ardent, le culte de la consommation immédiate et frénétique, les jeunes français ne peuvent qu'être partisans du moindre effort. Culture de la télévision et de la paresse intellectuelle, haine cristalline pour l'effort, l'épargne et la privation, notre système nihiliste est hautement responsable de cette oisiveté caractéristique.

« La jeunesse n'est pas une période de la vie, Elle est un état d'esprit, un effet de volonté, Une qualité d'imagination, une intensité d'émotion, une victoire du courage sur la timidité, Un goût de l'aventure sur l'amour du confort. » écrivait le Général Mac Arthur. La France a perdu, en vendant son âme à cette république nihiliste et consumériste, cette jeunesse que chérissaient Albert de Mun et le Général Mac Arthur. Pourtant, les nouvelles générations françaises brillent par leur lucidité, comme si en ces millions de jeunes brûlait un courage et une fougue que la république bloquait. A nous, royalistes, de donner à ces jeunes générations les idéaux qu'elles n'ont plus et les valeurs de charité et d'entraide que la république a détruites !

# Hommage aux victimes des Noyades de Nantes

Une cinquantaine de personnes ont assisté le Samedi 20 Novembre 2011 à la journée de commémoration des Noyades de Nantes, organisée par le Souvenir Chouan de Bretagne, que son président a animé avec sa fougue naturelle mise au service de la vérité la visite de plusieurs lieux de mémoire, de l'Entrepôt des Cafés à la place du Bouffay. Un reportage vidéo réalisé par nos amis sera rapidement publié sur le site de l'URBVM.

Nous nous sommes donc retrouvés comme convenu à Notre-Dame de Bon-Port, afin de rejoindre l'ancien Entrepôt des Cafés, au n°2 de la rue Lamoricière, l'un des lieux de détention du "camps de concentration" que fut Nantes sous la révolution. Il en reste peu de traces aujourd'hui, si ce n'est l'entrée signalée par une plaque. Cette année nous n'eumes pas accès à l'escalier, autre important témoin de cette tragique histoire.



Le souvenir Chouan comme chaque année, depuis 5 ans au moins, a déposé une plaque commémorative :

Hic ceciderunt\*\*. De cet endroit, durant l'hiver 1793-1794, furent entassés dans des embarcations des milliers de personnes de toutes origines, prêtres, religieux, religieuses, agriculteurs, artisans, commerçants, plus de 300 enfants, des femmes, des vieillards, afin d'être noyés dans ce fleuve baptisé « torrent révolutionnaire » ou « baignoire nationale ». Cette décision fut prise et appliquée à partir du 16 novembre 1793 par Jean-Baptiste Carrier, pro-consul de la République, représentant en mission de la Convention. Il s'agissait de désengorger les diverses prisons de Nantes, rapidement et à faible coût. Sur les 7 à 8 mille personnes, seul 1 prêtre survécut. La Terreur fit à Nantes plus de vingt mille morts.

Ensuite en leur mémoire, une gerbe a été jetée dans la Loire, depuis le pont Anne de Bretagne.

Le souvenir chouan s'est ensuite dirigé vers le quartier du Bouffay pour y déjeuné. La visite s'est poursuivie par l'église Sainte-Croix, où Carrier se félicita, du haut de la chaire, de la première noyade en Loire du 16 novembre 1793.

Le programme de l'après-midi, a permis de visiter d'anciennes caves dans le quartier du Bouffay et de se rendre sur la place centrale, où se dressait la guillotine sous la Terreur.

## L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)

Contact Vendée : [jrap@wanadoo.fr](mailto:jrap@wanadoo.fr)

Contact Nantes : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)

Contact Ille et Vilaine : [urbvm35@hotmail.fr](mailto:urbvm35@hotmail.fr)

Contact Morbihan : [franceroyale@live.fr](mailto:franceroyale@live.fr)

Contact Côtes d'Armor : [michel.docq@wanadoo.fr](mailto:michel.docq@wanadoo.fr)

Contact Finistère : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr) qui fera suivre au responsable

Rejoignez nous !

# Austérité budgétaire et valeur de l'épargne

Sur fond de catastrophisme économique, François Fillon a donc récemment dévoilé son deuxième « plan de redressement des finances publiques », cure d'amaigrissement économique ayant pour unique objectif de rassurer les investisseurs et autres agences de notations, avec un sacrosaint « AAA » comme indicateur de réussite. La réduction de certaines niches fiscales, prêt à taux zéro et dispositif Scellier principalement, la majoration de l'impôt sur les très grandes entreprises (plus de 250 millions de CA) de 5 %, la réduction annuelle des dépenses de l'Etat de 500 millions et surtout, la hausse de la TVA à 5.5 à 7 % pour la grande majorité des cas (restauration, bâtiment notamment) forment les principales charnières de ce nouveau plan de rigueur.

D'ors et déjà abondamment descendu par la pléiade de spécialistes économiques que compte notre caste médiatique actuelle, ce plan de rigueur apparaît donc quasi unanimement comme une vaste fumisterie, une énième démonstration de cette hypocrisie républicaine qui n'en finit plus de se complaire dans la médiocrité. Trop faible ou inapproprié sur bien des points, ce plan de sauvetage financier n'atteindra évidemment pas les espérances gouvernementales, et ne fera qu'au mieux retarder de quelques mois l'inéluctable chute de notre système économique.

« Bene diagnoscitur, bene curatur ». Bien diagnostiquer pour bien soigner. Adage médical au premier abord, il ne paraît pourtant pas inadapté à la situation dramatique de l'économie française parce qu'il rappelle qu'il faut identifier le mal et le traiter avant d'apposer des pansements. C'est d'ailleurs parce qu'ils négligent cette évidence que les plans de rigueur français auront la même inefficacité sur l'effondrement économique que leurs homologues grecs.

Ce mal, les royalistes l'ont depuis longtemps dénoncé et se sont élevés contre cette soif de profits d'une petite fange de notre société qui, sous couvert des lois, a littéralement ruiné la France en s'attaquant inconsciemment à la base même de notre modèle économique, l'épargne.

Jacques Bainville écrivait, dès 1933, dans un article au titre admirablement bien choisi Cela ne durera pas toujours : « Ce qui ne se conçoit pas, c'est un système alimenté par la richesse individuelle et qui, au lieu de l'entretenir, s'applique à l'épuiser. » Les actuels plans de relance économique de la France en sont les archétypes : ils reposent principalement sur les biens des particuliers, sur une épuration forcée de cette richesse individuelle, seule véritable manne encore accessible. En clair, ce que ne comprennent pas les républicains, c'est qu'en s'en prenant à l'épargne même des français, ils scient eux même la branche sur laquelle ils sont assis.

Sortir de l'actuelle crise économique demandera un effort considérable au peuple français pour opérer un profond changement de paradigme économique : il faudra absolument abandonner cette frénésie commerciale et nihiliste pour revenir à la base même d'une saine économie naturelle, l'épargne.

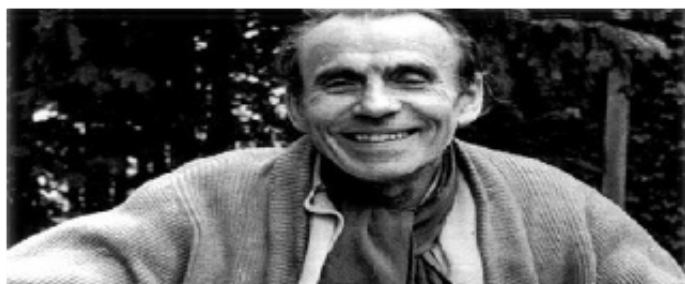
« L'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. Car celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il pense à ses enfants, à ses successeurs. Il pense, sans le savoir, à tout le monde. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux.

L'autre justification du capitalisme, c'est que les capitaux sont périssables, qu'ils s'usent, disparaissent ou meurent comme toutes les choses qui, en dernier lieu, les représentent. Par conséquent, l'épargne ne doit jamais s'arrêter. Si elle vient à cesser, la civilisation perd sa base et son support. Il faut admirer et saluer bien bas cet instinct de l'épargne qui reconstitue à chaque minute avec patience ce que chaque minute détruit." »

# Bagatelles pour une bagatelle

par le Baron de Falguières

Frédéric Mitterrand sait distinguer les boxeurs quadragénaires des thaïlandais de moins de dix-huit ans, il l'a lui-même fièrement déclaré : accordons-lui toute notre confiance. Mais avec quoi donc est-il en train de confondre la Culture dont il est plus ou moins censé être le gardien ? Certes, on ne lui demande pas grand-chose, ni de composer une tragédie en alexandrins sur le règne de son oncle, ni d'apparaître en tutu rose, comme il le fit naguère sur les écrans, dans un ballet de sa composition qui pourrait avoir pour thème central le téléchargement de musique sur internet.



Non, Dieu merci, en ces temps de commémorite aigue, de repentance festive et de gargarismes vaseux, il n'a qu'à couper quelques rubans tricolores et planifier l'agenda des apothéoses ou des autodafés. Car notre siècle glorieux, lui aussi, brûle les livres, d'un feu rosâtre aux relents de barbe à papa qui a du mal à masquer le cancer néo-totalitaire se repaissant des charognes de notre Occident grabataire. Or voilà que l'inimaginable vient d'être imaginé : On a légalement, démocratiquement, bien-pensamment décidé de jeter aux ordures le plus grand écrivain français. Céline n'avait certes jamais prétendu écrire pour plaire : mais voilà que l'on parle et légifère pour nous écoeurer – l'habitude est prise depuis quelque temps, admettons-le. Pas de commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de l'auteur français le plus lu et traduit dans le monde, donc. Oubliettes. Totem et tabou. Fatwa. Courage citoyen et conscience républicaine – tisons sur l'ambulance...

On ne saurait du reste juger l'avocat à roulettes à l'origine de ce sacrilège intellectuel, la lutte contre l'antisémitisme étant au cœur de son « engagement » (je n'emploie pas, par déférence envers les victimes de la barbarie nazie, l'expression de marotte obsessionnelle qui me chatouille l'esprit depuis quelque temps). Que Klarsfeld klarsfeldise à sa guise : c'est son job. Mais que tout cela déborde d'une conversation d'outrecuite à Saint-Germain-des-Prés relève de l'obscène.

Céline a écrit le pire et le meilleur, mais malheureusement surtout le meilleur. Si l'on se permet de juger sa qualité littéraire par le lorgnon de ses quelques écrits politiques, alors brûlons Gide qui fait l'apologie de la pédophilie, Montherlant en passant, et poussons dans la charrette les histrions staliniens Aragon ou Sartre (Tartre, disait Céline). Céline, certes, n'aimait guère les Juifs – mais il n'aimait personne. Considérer Henri IV ou Racine comme Juifs prouve bien que ce terme agit chez lui comme le catalyseur d'une haine universellement nihiliste, qui se déverse en flots misanthropes tout au long de certains de ses pamphlets, essentiellement Bagatelles pour un Massacre, sans doute le livre le plus surréalistement incohérent du XXème siècle.

L'intellectuel germanopratin lambda vomira indéfectiblement la même réponse depuis des lustres : Céline fut un grand écrivain mais un affreux salaud très très méchant... Oui, un salaud qui soigna toute sa vie les pauvres de Clichy ou de Meudon sans jamais demander un centime à ses patients, qui abrita des résistants sous l'occupation, qui brava publiquement le pouvoir pétainiste. Qui dut affronter les harpies de la post-résistance treizièmeuriste le reste de ses jours pour des forfaits qu'il n'avait jamais commis.

## Et pour la 35ème !

Comment aurait on pu la louper ? Nous nous devons de marquer l'évènement : ce jeudi 1<sup>er</sup> décembre, l'Assemblée Nationale votait la 35<sup>ème</sup> taxe du gouvernement Sarkozy depuis 2007 ! Nous vous parlions déjà de cette taxe de 35 euros pour tout acte judiciaire dans l'ancien numéro de Prospectives Royalistes de l'Ouest, maintenant, c'est chose faite !



Dans ce florilège de taxes, les paradoxes fleurissent et malheureusement, souvent sur le dos des plus pauvres. Les exemples ne manquent pas : augmentation de la TVA sur la consommation d'eau, les tickets de métro, les billets de train, les fournitures scolaires, les logements sociaux ou la collecte des ordures ménagères.... C'est bien le quotidien de la multitude qui semble en ligne de mire !

Car ce qui semble étrangement passer à la trappe, c'est le quotidien des plus aisés : suppression de la taxe de 2% sur les nuits d'hôtels à plus de 200 euros,

l'étrange TVA à 5.5 % du homard (considéré comme un produit de première nécessité....),etc...

Benjamin Constant écrivait à la fin du XVIII<sup>ème</sup> Siècle dans ses Principes de Politique : "L'excès des impôts conduit à la subversion de la Justice, à la détérioration de la morale, à la destruction de la liberté individuelle".

Il est évident que l'actuelle multiplication exponentielle du nombre de taxes et autres rabotages de niches fiscales n'auront aucun réel effet sur l'actuelle crise économique. Par contre, ils auront notamment comme conséquences de renforcer ce sentiment d'abandon politique, d'essorage financier et de déliquescence judiciaire que les français connaissent actuellement. Le jeu en vaut il la chandelle ? L'avenir nous le dira.

Mais il faut absolument que les politiciens français comprennent que l'actuel sacrifice auquel consent le pays réel ne pourra durer éternellement. Ces rustines financières, outre leur manque total d'efficacité économique, risquent de catalyser le divorce entre les français et la politique, et l'Histoire nous a appris les conséquences désastreuses d'une telle situation...

## Soutenez l'URBVM en affichant vos idées !



- 74\*105 mm : 4 euros les 10 ; 7 euros les 20 ; 10 euros les 30

- 105\*148 mm : 5 euros les 10 ; 8 euros les 20 ; 12 euros les 30

Envoyez votre commande sur [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr) et soutenez la cause royale !



# De leur unitarisme européen

Il est certains termes de la langue française que la rhétorique politicienne a complètement dénaturé, vidé de leur substance originelle et toute leur signification. Le « fédéralisme », terme cher aux royalistes maurrassiens, est aujourd'hui régulièrement remis sur le tapis médiatique international pour fallacieusement définir le projet d'Union des pays européens, ces « Etats Unis d'Europe » défendus par les européistes de tout poil, de Cohn Bendit à Alain Juppé en passant par Jean Pierre Jouyet, président de l'Autorité des Marchés

Laurence Parisot, présidente du MEDEF, vient par ailleurs de se fendre d'une éloquente tribune dans le Monde, n'hésitant pas à jouer les cassandres économiques et prévenir de « décennies d'appauvrissement » si l'euro s'écroulait. Mieux, la patronne des patrons en a profité pour développer sa vision ultralibérale des Etats Unis d'Europe, son projet « fédéral » pour l'Europe : « Il faut vouloir avancer vers un territoire reconfiguré, vers une nouvelle patrie, vers l'an 1 d'une véritable pratique de notre Histoire fédérale ».



Or, ce projet ultra-libéral et anti-national n'a strictement rien de fédéraliste, dans le vrai sens du terme, mais serait plutôt unitariste et fusionniste. Frédéric Amouretti, fidèle ami de Maurras et véhément fédéraliste, définissait le fusionnisme comme « l'anéantissement des nationalités particulières où vivent et se distinguent les citoyens en une nationalité abstraite que l'on ne respire ni ne connaît plus ». Cet anéantissement des nationalités particulières, si néfaste pour le développement de l'individu, n'est que la version

européenne de la reformation nationale qu'a effectuée en France la Convention à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Amouretti poursuivait : « En adoptant le plan de Sieyès, et en découpant la France comme matière inerte en départements tracés arbitrairement sur la carte, la Convention a anéanti ces admirables cadres historiques où les hommes, unis par l'identité des souvenirs, de la langue, des mœurs, des intérêts pouvaient bien s'entendre pour s'occuper de tout ce qui les touchait de près. »

L'unitarisme européen revêt le même caractère hautement dramatique de destruction communautaire, d'individualisme catalysé et de centralisme patenté. Se basant sur « l'autodissolution des nations » dénoncée par Emmanuel Todd, cette fusion des nations européennes n'est qu'un rejeton du jacobinisme révolutionnaire, un ersatz « supranational » de cet esprit nihiliste qui entraîna la France dans les dramatiques méandres de la révolution française il y a près de 220 ans.

Le véritable fédéralisme, respectant les diversités et favorisant le libre développement de chaque région, est à l'opposé de cet unitarisme européen que nous présentent ces ultra-libéraux. Or le fédéralisme que les royalistes prônent n'a de sens qu'au niveau national et non pas européen : paradigme de décentralisation, il est le protecteur des régions et des communautés locales.

Usant fallacieusement du terme « fédéralisme » pour masquer leur véritable projet unitariste, la bienpensance actuelle continue donc d'abandonner notre souveraineté aux oligarques européens, sans que les français prennent toute la mesure de cette déliquescence nationale. Face à ces infâmes manipulations rhétoriques, il est primordial que les royalistes rappellent aux français le véritable sens de l'unitarisme et ses conséquences dramatiques, quitte à présenter comme exemple les désastreuses répercussions du jacobinisme républicain de la fin du XVIII<sup>e</sup> Siècle.

# Sur le droit de vote des étrangers

Il est souvent étonnant de voir à quel point l'approche électorale a le don de faire ressurgir d'anciens débats que l'on croyait clos. Ainsi, le droit de vote des immigrés au niveau local est-il récemment revenu sur le tapis médiatique, notamment par la nouvelle majorité sénatoriale, soulevant à nouveau son florilège de réactions en une cacophonie fatigante et peu claire. Terra Nova, le Think Tank socialiste, l'avait pourtant annoncé : le socialisme passera en 2012 en cueillant cette manne immigrée, en surfant sur cette bienpensance purulente d'une « France, Terre d'Asile et d'Accueil ».



Pourtant, le droit de vote des immigrés n'est pas un nouveau débat, loin de là ! 80° proposition du programme de tonton Mitterrand en 1981, les multiples débats qui avaient suivi furent clos par le Traité de Maastricht en 1992 et la Directive Européenne du 19 décembre 1994 (retranscrit en droit français par la Loi organique n°98-404 du 25 mai 1998) qui, en instaurant une fictive « citoyenneté européenne », donnait le droit de vote au niveau local aux citoyens de l'Union Européenne. Surfant sur cette désastreuse lancée anti-national, l'année 1999 avait vu fleurir les débats sur l'extension de ce droit de vote aux ressortissants non-européens : Aubry, Jospin, Séguin et Chevènement, la quasi-totalité des politiciens français se retrouvait sur cette dangereuse longueur d'onde.

Heureusement calmé par un gouvernement Chirac et un Sénat frileux, le débat a donc été vivement relancé depuis quelques mois et malheureusement, il semble bien qu'il n'y ait aujourd'hui guère d'opposants sérieux (inutile de revenir sur les multiples voltesfaces de l'omni-président Sarkozy) pour faire entendre leur voix...

Pourtant, il faut comprendre qu'étendre le droit de vote aux élections locales aux immigrés revient clairement à abandonner toute la base politique française, à délaissier les fondements même de toute nationalité et souveraineté.

Parce que « la démocratie dans la commune » pour citer Aristote, c'est, en l'absence de la Monarchie dans l'Etat et de l'Aristocratie dans la Province, l'ultime garantie de préservation de la culture française, de cette communauté locale garante des traditions, de l'Histoire et de la langue française.

Accorder le droit de vote à tous revient à faire sauter cette ultime protection de la culture française, à détruire les derniers pans de notre Nation en ôtant au peuple tout contrôle de sa politique locale. Suite logique de la binationalité et de Maastricht, cette déliquescence de la démocratie locale semble aujourd'hui inéluctable et la plupart des français, baignée dans l'infâme panurgisme républicain, n'en conçoit même pas les conséquences les plus évidentes (61 % y sont « très favorables »)....

Il est essentiel que les royalistes fassent entendre leur voix dans ce débat crucial pour l'avenir de notre Nation : respecter le principe démocratique au niveau communal, c'est laisser les français décider de leur politique locale, donner les moyens aux citoyens français de conserver un minimum ce sentiment national que la république tente d'anéantir depuis près de 220 ans. Face à cette omerta antinationale, sortons de notre silence et faisons entendre la voix royaliste !

# Compte rendu du cercle d'études du 18 Novembre

Le 18 Novembre 2011, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire 56 organisait un cercle d'études au Palais des Congrès de Pontivy sur le thème de la Crise Institutionnelle française, indispensable préparation de la conférence d'Hilaire de Crémiers du 15 Décembre à Vannes sur ce même thème.



Débutant par une présentation de la crise institutionnelle, les études ont principalement été axées sur la crise sociale, en particulier sur le thème du travail et de l'effort, de la valeur de l'épargne et de la déchéance de l'actuel état-providence républicain.

Vaste et complexe, ce sujet a été développé par les multiples témoignages, complets et vraiment enrichissants, des personnes présentes.

La crise sociale que traverse actuellement la France s'exprime particulièrement vivement sur le rapport des jeunes générations face au travail et à l'effort en général, comportement assisté et oisif catalysé par l'Etat Providence républicain. Bercée dans l'odieux rêve consumériste d'une société où le loisir prime sur le travail, où la volatilité et la bêtise prime sur la sagesse et la constance, cette jeune génération française va donc devoir payer cette crise sociale et morale, inéluctable résultante de l'inconscience républicaine des quarante dernières années.

Retrouver le véritable sens du travail, redécouvrir la beauté de l'effort et surtout la valeur de l'épargne pour redresser la France et le capitalisme peut paraître excessif dans notre société où le loisir et la consommation sont devenus quasi-dogmatiques. Pourtant, comme le disait Jacques Bainville, « L'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. »

qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux. »

Pour cela, il faut donner les moyens aux français de constituer cette épargne :

- En toute sécurité : les fonds des particuliers doivent être protégés des spéculations boursières et autres manipulations financières des banques.

- En arrêtant cette actuelle fuite en avant dans l'assistanat et en valorisant le travail et l'effort

- Favoriser le développement des entreprises françaises en luttant contre les multiples délocalisations aux conséquences dramatiques

- Surtout, redonner un visage humain à l'entreprise en changeant de paradigme économique et social, en passant d'un régime individualiste à un régime corporatif, d'une chrématistique commerciale à une économie naturelle, où le « travail, où la volatilité et la bêtise prime sur la sagesse mais la sustentation de l'homme » comme disait René de la Tour du Pin.

La déchéance de l'Etat Providence et le mur de la Dette en 2012 imposent aux français une rapide prise de conscience du nécessaire sursaut « national

et corporatif », de l'importance cruciale d'un changement complet de paradigme économique.

Voilà donc quelques pensées issues de ce cercle d'études qui, à n'en pas douter, sera suivi de bien d'autres sur ce sujet vaste et complexe, mais d'une importance vitale. Rendez-vous à Vannes le 15 Décembre pour la conférence d'Hilaire de Crémiers sur ce thème !

# Les activités de l'URBVM à venir



Jeudi 15 Décembre, Conférence sur la Crise Institutionnelle et Financière par Mr Hilaire de Crémiers, Directeur de publication de Politique Magazine et de la Nouvelle Revue Universelle

Entrée Gratuite

Venez nombreux à l'Espace Montcalm à Vannes, dès 20 h 30 !



Comme chaque année, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire organisera un hommage au Roi Louis XVI le 21 Janvier 2012 sur Nantes. A l'occasion du 219°anniversaire de la mort de notre Roi, nous vous invitons nombreux !

Pour l'occasion, n'hésitez pas à inviter vos amis et rendons ensemble un bel hommage à notre défunt Roi.

Un article à proposer ? Des talents à exploiter ? Prospectives Royalistes de l'Ouest a besoin de vous !  
N'hésitez pas à nous envoyer vos articles, vos impressions, vos dons, vos remarques ou vos encouragements sur

[prospectives@live.fr](mailto:prospectives@live.fr)